



Squats et coopératives anticapitalistes en Catalogne

S!lence, une revue exploratrice d'alternatives sociales et écologiques, a publié dans son numéro de novembre 2023 un dossier intitulé « Alternatives en Catalogne ». Les lecteurs des *Chroniques Noir & Rouge* connaissent bien cette région autonome, son histoire politique et son passé anarchiste. Nous savons tous qu'en 1936, les usines y furent transformées en coopératives et les terres agricoles collectivisées avant qu'elles ne soient détruites par les franquistes.

Ce mouvement coopératif a repris après la mort de Franco en 1975 puis s'est amplifié à partir du mouvement d'occupation des places de 2011. Une partie de ce mouvement s'est lancée dans la politique électorale, une autre dans la tentative de mettre en place une économie anticapitaliste intégrant différentes luttes : l'écologie, le féminisme, l'antifascisme...

La situation présente puise ses racines dans l'Histoire. La Catalogne est aujourd'hui en lutte contre la touristification et le manque de logements, mais aussi contre les destructions écologiques, la région voit depuis quelques années fleurir les squats et les coopératives anticapitalistes. C'est cette floraison que raconte l'enquête de la revue *S!lence*.

Barcelone, terre d'expériences alternatives

Barcelone est l'une des villes les plus touristiques d'Europe. La capitale de la Catalogne conserve beaucoup d'attraits ensoleillé, culturel et festif. L'afflux de touristes a fait flamber les prix du logement, générant en retour un mouvement de résistance dynamique, avec notamment l'ouverture de nombreux squats : les *okupas* (« occupations illégales »).

Gouvernée pendant huit ans par la liste de gauche alternative *Barcelone en comú*, avec à sa tête Ada Colau, Barcelone est passée sous la bannière socialiste en mai 2023. Ada Colau s'est fait connaître comme fondatrice et porte-parole de la Plateforme des victimes du crédit hypothécaire après la crise financière de 2008. Très populaire pour sa participation à la défense des milliers de personnes expropriées en raison de leur endettement, son élection provoqua un séisme politique.

L'agglomération de Barcelone compte près de 5 millions d'habitants. « Jusqu'en 1986, cette ville portuaire avait un centre paupérisé. L'attribution des Jeux olympiques en 1992 a changé la donne. Les investisseurs internationaux sont arrivés en nombre », explique Marc Dalmau i Torvà, activiste, sociologue et historien des coopératives. Les chantiers de démolition sont nombreux, toute la zone industrielle du bord de mer est remplacée par le village olympique, qui laissera sur place immeubles de luxe, zones de loisirs et de plages. Après les Jeux, « le prix de l'immobilier s'envole, la population la moins fortunée se voit rejetée de plus en plus loin du centre. C'est dans ce contexte que naît un puissant mouvement de squats ».

Les *okupas* commencent dès le début des années 1980, avec le retour à la démocratie, quelques années après la mort de Franco. Ces occupations sont le fait d'un puissant mouvement anarchiste qui renoue avec ses traditions. De 1931 à 1939, sous la Seconde République espagnole, les anarchistes étaient la première force politique en Catalogne, notamment avec la CNT, un syndicat créé en 1910.

« Les squats participent largement aux différents mouvements sociaux : comi-



tés de quartier, féminisme, altermondialisme, écologie, antimilitarisme, antifascisme... » estime Marc Dalmau Torvà. De nombreux lieux s'affichent comme « centre social ouvert » avec des activités culturelles, artistiques et de solidarité. Dans les *Okupas*, sont nés les *Ateneus Populars* et *Llibertaris*, ils sont autogérés et animés par des anarchistes, des féministes et des antifascistes. Ils fédèrent de nombreux groupes et collectifs. Découvrons quatre projets emblématiques de cette Catalogne libertaire et anticapitaliste.

Le Centre social autogéré de Can Vies

En 1997, dans le quartier de Sants, au sud-ouest de Barcelone, dans une ancienne zone industrielle, un ancien immeuble datant de 1879 est squatté afin de créer un centre social autogéré. En 2014, après des années de conflits, la municipalité se lance dans la destruction du bâtiment sous prétexte de créer un espace vert. Les émeutes éclatent alors et plusieurs centaines de personnes interrompent le chantier. Une collecte réunit rapidement 90 000 euros, ce qui permet de remettre les lieux en état sans permis de construire. En 2015, l'élection d'Ada Colau, et de la liste *Barcelona en comú* a permis une trêve jusqu'à aujourd'hui.

Le bâtiment compte trois étages et un sous-sol, il abrite une salle de sport, un studio d'enregistrement, un bar, une cuisine et une salle commune. Au premier étage, se trouvent une bibliothèque et des bureaux. La moitié de cet étage et le niveau supérieur sont réservés aux habitants. L'ensemble mesure 1 000 m². Des activités publiques se tiennent dans la cour devant le bâtiment en soirée.



Can Vies



Can Battló

●●● Le processus coopératif de Can Battló

Dans le quartier de Sants, se trouve également l'ancienne manufacture de textile de *Can Battló* qui a compté jusqu'à 2 500 salariés en 1900, mais aussi des logements ouvriers. En 1931, après la proclamation de la Seconde République, les propriétaires fuirent en France et l'usine fut autogérée jusqu'en 1939.

Fermée en 1976, l'usine est achetée par la ville avec le projet de faire un parc, de construire des logements et des bureaux tout en conservant quelques grands bâtiments industriels. Le Comité des habitants et le Centre social s'opposent au projet, ils créent une plateforme de revendication et mènent des actions. Après une période de tension, la mairie accepte que les installations industrielles maintenues soient gérées par les habitants du quartier.

En 2016, la nouvelle municipalité signe une convention qui prévoit que le lieu servira à accueillir des projets de l'économie sociale et solidaire. Marc Dalmau i Torvà y voit alors un virage : « Il y a ici une évolution vers une tentative de mettre en place une économie légale mais anticapitaliste, autogestionnaire donc gérée par le bas, non-sexiste, non-générée, favorisant la diversité, l'entraide, la non-discrimination. »

Quarante projets se sont concrétisés : bar, bibliothèque, espace de création musicale, espace de couture, mur d'escalade, cantine, arts graphiques, cirque, réseau alimentaire, coopérative de produits biologiques, outillèthèque, brasserie artisanale, menuiserie...

Nous ajouterons que la Fondation Salvador Seguí – le grand leader anarchosindicaliste catalan – y a

créé un centre mettant à disposition des chercheurs et des visiteurs, des livres et des documents sur l'anarchisme et le mouvement social en Catalogne.

« *Coopolis* est un des deux des piliers de *Can Battló*. Il s'agit d'un incubateur et une pépinière de projets », un lieu de formation et d'accompagnement pour la création de coopératives. L'autre pilier est *Impuls de Sants*, une structure qui agit sur la mise en réseau des coopératives en essayant de les faire évoluer vers plus d'entraide, plus d'engagements sociaux et politiques. Les travaux d'aménagement sont encadrés par une coopérative d'architectes : *Lacol arquitectura*. Des chantiers collectifs permettent progressivement d'étendre l'occupation des lieux. En 2023, environ 40 % des surfaces sont occupées.

La coopérative de logements de La Borda

Au nord de *Can Battló*, une coopérative de logements a vu le jour pour une cinquantaine de personnes. Le terrain est l'objet d'un bail avec la ville pour 75 ans. Le projet a démarré en 2012 avec 2950 m² habitables et propose des logements de 40, 60 et 75 m². Pas de parking pour les voitures, uniquement un parking à vélos et à trottinettes. Le béton est utilisé seulement comme isolant acoustique et pour l'inertie technique. De nombreuses parties communes sont aménagées : cuisine et salle à manger, salle polyvalente très utilisée par les enfants, des chambres d'amis, buanderie et terrasse. Il y a aussi des locaux commerciaux avec une épicerie bio coopérative et écologique.

Can Masdeu, un lieu d'expérimentation sociale, culturelle et écologique

Au nord de Barcelone, une ancienne léproserie installée en bordure d'un parc naturel est squattée depuis 2001. Un ancien hôpital surplombe le quartier de Nou Barris, Il est abandonné depuis 1961. La léproserie, en contre-bas, domine d'anciens jardins en terrasse. Un morceau de campagne à 15 minutes à pied de la station de métro Canyetelles.

En 2001, la police tente par la force de déloger les *okupas* qui squattaient le terrain. Les médias et les habitants du quartier viennent massivement apporter leur soutien. Malgré plusieurs procès leur donnant raison, les propriétaires n'ont jamais obtenu l'expulsion.

Quelques parcelles du terrain sont occupées par le squat, d'autres sont réservées aux habitants du quartier. Des jardins ouvriers sont créés, quatre-vingts parcelles familiales sont cultivées. La douceur du climat permet aux potagers d'être productifs toute l'année. Tout est en production bio.

Ce partage des terrains et cette ouverture se sont avérés judicieux, car maintenant, ce n'est pas seulement contre un squat que les autorités devront se battre, mais contre tout un quartier. « *Can Masdeu* n'est pas seulement un projet de vie communautaire, raconte Lena, la coordinatrice des activités de la maison, c'est aussi un lieu de soutien aux initiatives locales et à la promotion d'alternatives au système actuel ».

Un centre social autogéré a été aménagé, il accueille une bibliothèque et une zone d'échanges gratuits. Des cuisines et un bar permettent de préparer des repas collectifs. Le dimanche, plus d'une centaine de personnes se retrouvent dans le centre social. « Le lieu est ouvert, avec des fêtes, des concerts, des débats... », nous dit Lena.

Le lieu regroupe entre 12 et 20 personnes actuellement. « Chacune doit effectuer une quinzaine d'heures pour le groupe : ménage, potager, accueil des personnes, organisation des événements, administration... et préparer au moins un repas collectif dans la semaine ». Chacune des personnes paye un loyer assez faible de 120 euros, ce qui permet à beaucoup de travailler à temps partiel. Les potagers permettent de couvrir une bonne partie des besoins alimentaires. La construction d'un bassin de collecte des eaux de pluie, l'accueil d'un troupeau de chèvres et la plantation d'arbres fruitiers sont envisagés.

Tournés vers l'avenir, les habitants de *Can Masdeu* en collaboration avec des personnes extérieures ont fondé une association pour demander à la ville de créer dans l'ancien hôpital, une *Casa del futuro*, avec un centre de recherche sur le changement climatique, un lieu d'accueil pour les réfugiés, des résidences d'artistes, un centre de conférence, l'installation de panneaux solaires et un espace de coworking.

Nous ne pouvons pas parler ici, par manque d'espace, de la multitude de coopératives, d'*ateneus* et d'associations existant en Catalogne. La revue *S!lence* aborde également ce qui se passe en milieu rural ainsi que dans les autres provinces de cette communauté autonome de huit millions d'habitants. Des défis nombreux attendent la région autour du logement, des ressources en eau, de la souveraineté alimentaire ou encore de la préservation des milieux face aux projets industriels. Citons aussi celui de sortir la région de sa dépendance aux énergies fossiles et de rattraper son retard considérable dans le domaine des énergies renouvelables, sans abîmer le vivant ni détruire l'activité agricole. ►

Daniel Pinós

Alternatives en Catalogne, Revue *S!lence*, novembre 2023, n° 526, 5,50 euros

Silence, stylisé en *S!lence*, est une revue écologiste, alternative, altermondialiste et non-violente créée en 1982. C'est le plus ancien des mensuels écologiques français. Elle est publiée par une association lyonnaise portant le même nom.

www.revuesilence.net

